

Faits saillants

La croissance économique se poursuit au Québec. Le PIB réel affiche une croissance de 1,2 % pour les six premiers mois de 2025 comparativement à la période correspondante en 2024. Toutefois, l'économie québécoise montre des signes de ralentissement étant donné le conflit commercial actuel.

Sur la base des résultats au 30 juin 2025, de l'évolution récente de l'activité économique et des facteurs actuellement connus qui affecteront le cadre financier d'ici la fin de l'exercice financier, le déficit comptable¹ prévu pour 2025-2026 est inchangé par rapport à la prévision du budget 2025-2026 et demeure à 11,4 milliards de dollars (1,8 % du PIB). La provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars intégrée au cadre financier est, par ailleurs, maintenue.

- En tenant compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,2 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire demeure à 13,6 milliards de dollars (2,2 % du PIB).

Les revenus sont révisés à la hausse en raison de la récurrence des résultats plus élevés que prévu observés en fin d'exercice 2024-2025 dans les revenus fiscaux, de l'augmentation des revenus provenant des entreprises du gouvernement et de l'incidence favorable sur les transferts fédéraux produite par la baisse d'impôt fédéral sur le revenu des particuliers entrée en vigueur en juillet dernier. Ces révisions sont compensées par une révision à la hausse du service de la dette en raison, notamment, des taux d'intérêt mondiaux plus élevés que prévu en début d'année financière. Les dépenses de portefeuilles sont maintenues au même niveau que dans le budget 2025-2026.

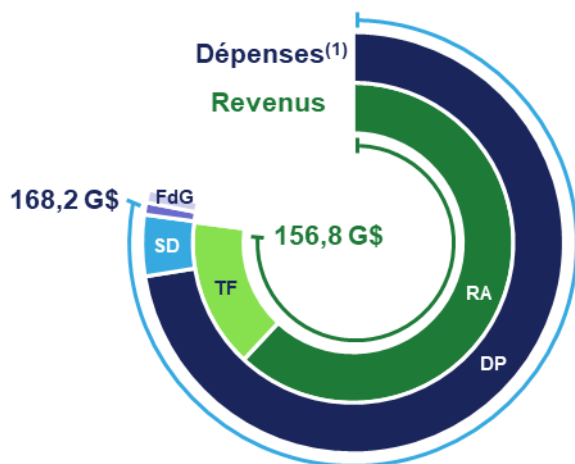
Ainsi, il est attendu que les revenus atteignent 156,8 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année, et que les dépenses, en incluant la provision pour éventualités, s'établissent à 168,2 milliards de dollars.

Il est prévu que le poids de la dette nette s'établisse à 40,4 % du PIB au 31 mars 2026, soit au même niveau que dans le budget 2025-2026.

Par ailleurs, au 30 juin 2025, les emprunts émis depuis le 1^{er} avril 2025 s'élevaient à 12,9 milliards de dollars², soit 44 % du programme de financement prévu.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2025-2026

(en milliards de dollars)



Un déficit comptable⁽²⁾ de 11,4 G\$ en 2025-2026

RA	Revenus autonomes	126,1 G\$
TF	Transferts fédéraux	30,7 G\$
DP	Dépenses de portefeuilles	156,1 G\$
SD	Service de la dette	10,2 G\$
	Provision pour éventualités	2,0 G\$
FdG	Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽³⁾	2,2 G\$

(1) La provision pour éventualités et les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.
 (2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
 (3) En incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,2 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'établit à 13,6 milliards de dollars.

1. Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
 2. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 30 juin 2025.

Évolution récente de la situation économique

La croissance économique se poursuit au Québec. Toutefois, l'économie québécoise montre des signes de ralentissement étant donné le conflit commercial actuel. Après une hausse de 1,3 % en 2024, le PIB réel a affiché un gain de 1,2 % au cours des deux premiers trimestres de 2025, comparativement à la période correspondante en 2024.

Depuis le début de l'année 2025, l'inflation a poursuivi son ralentissement, tant au Québec qu'au Canada.

- Après huit mois, l'indice des prix à la consommation (IPC) a affiché une croissance moyenne de 2,1 % au Québec (2,0 % au Canada) comparativement à la période correspondante en 2024 (2,3 % au Québec pour l'année 2024).

La Banque du Canada a réduit son taux directeur de 25 points de base en septembre 2025 pour le porter à 2,50 %, dans un contexte de ralentissement de l'économie canadienne et d'apaisement des risques liés à l'inflation. Il s'agissait de la première baisse de taux au Canada depuis mars 2025.

Au Québec, le PIB nominal a affiché une croissance de 5,3 % au cours des deux premiers trimestres de 2025³ comparativement à la période correspondante en 2024 (5,4 % en 2024).

En 2025, le marché du travail a ralenti. En moyenne pour les huit premiers mois de 2025, le taux de chômage au Québec se situait à 5,8 %, alors qu'il a été de 5,3 % en moyenne pour l'ensemble de l'année 2024.

- Malgré cette progression, le taux de chômage au Québec demeure inférieur à la moyenne canadienne (6,8 % en moyenne en 2025). Quant au taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans, il se situait à 77,4 % en moyenne au Québec en 2025, et était ainsi le plus élevé au pays (74,2 % au Canada).

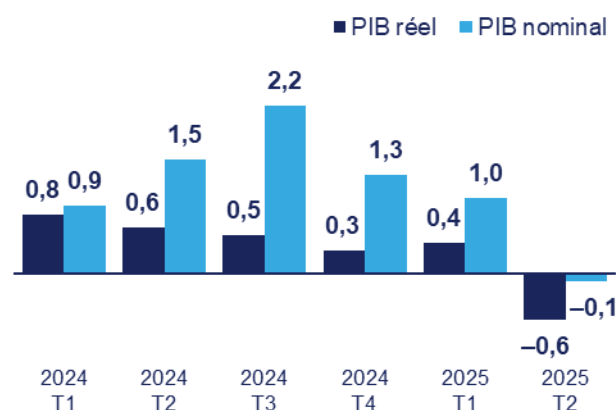
Pour les deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la même période en 2024, les salaires et traitements ont augmenté de 5,3 % (5,9 % en 2024).

La consommation des ménages (en termes nominaux) a affiché un gain de 6,3 % au cours des deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la période correspondante en 2024 (5,7 % en 2024).

Du côté des entreprises, l'excédent d'exploitation net des sociétés a augmenté de 2,9 % au cours des deux premiers trimestres de 2025 comparativement à la même période en 2024 (-0,1 % en 2024).

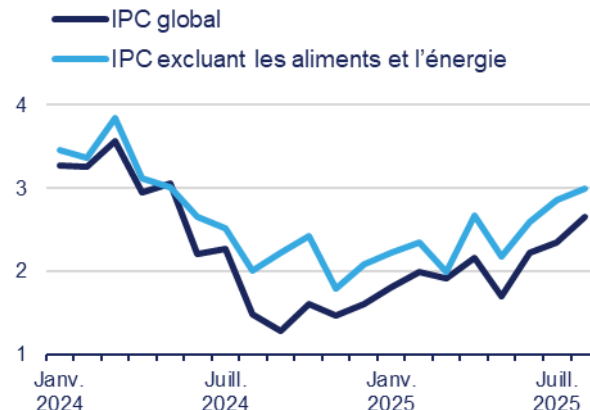
Évolution de l'activité économique au Québec⁽¹⁾

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



(1) Il s'agit des données des comptes économiques publiés le 24 septembre 2025 par l'Institut de la statistique du Québec.

3. La forte croissance du PIB nominal découle de la progression de la demande intérieure, notamment en ce qui concerne l'investissement résidentiel et la consommation des ménages.

Sommaire des résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026

► Résultats au 30 juin 2025

Pour les trois premiers mois de 2025-2026, le déficit comptable s'élevait à 1,5 milliard de dollars. Il s'agit d'une amélioration de 717 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce déficit s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 39,5 milliards de dollars, lesquels affichent une progression de 6,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par la progression des revenus autonomes, stimulée par l'évolution favorable de l'activité économique, notamment celle des salaires et traitements et de la consommation des ménages;
- des dépenses de 40,9 milliards de dollars, lesquelles présentent une croissance de 4,7 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (5,5 %), notamment celles des portefeuilles Santé et Services sociaux, Éducation, Famille ainsi que Transports et Mobilité durable.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 497 millions de dollars, s'établit à 2,0 milliards de dollars.

Sommaire des résultats au 30 juin 2025 et perspectives budgétaires pour 2025-2026

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026								
	Avril à juin				Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	29 744	32 023	2 279	7,7	125 732	1,0	350	126 082	0,4
Transferts fédéraux	7 165	7 438	273	3,8	30 610	-0,1	130	30 740	0,8
Total des revenus	36 909	39 461	2 552	6,9	156 342	0,7	480	156 822	0,5
Dépenses de portefeuilles	-36 331	-38 339	-2 008	5,5	-156 102	1,8	—	-156 102	3,2
Service de la dette	-2 755	-2 582	173	-6,3	-9 670	-1,9	-480	-10 150	1,8
Total des dépenses	-39 086	-40 921	-1 835	4,7	-165 772	1,5	-480	-166 252	3,1
Provisions pour éventualités	—	—	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE⁽²⁾	-2 177	-1 460	717	—	-11 430	—	—	-11 430	—
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-469	-497	-28	—	-2 177	—	—	-2 177	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	-2 646	-1 957	689	—	-13 607	—	—	-13 607	—

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics 2024-2025*.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Sur la base des résultats au 30 juin 2025, de l'évolution récente de l'activité économique et des facteurs actuellement connus qui affecteront le cadre financier d'ici la fin de l'exercice financier, le déficit comptable prévu pour 2025-2026 est maintenu à 11,4 milliards de dollars, comme présenté dans le budget 2025-2026.

- Ce déficit inclut une provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars.

Les revenus sont révisés à la hausse de 480 millions de dollars depuis la publication du budget 2025-2026. Ainsi, ils atteignent 156,8 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 0,5 %.

- Les revenus autonomes sont revus à la hausse de 350 millions de dollars en raison, entre autres, de la récurrence des résultats plus favorables que prévu en fin d'année 2024-2025, notamment à l'impôt des particuliers et aux impôts des sociétés, ainsi que de l'augmentation des revenus provenant des entreprises du gouvernement.
- Les transferts fédéraux sont révisés à la hausse de 130 millions de dollars en raison de la baisse d'impôt fédéral sur le revenu des particuliers entrée en vigueur en juillet dernier, qui a pour effet de diminuer la valeur de l'abattement spécial du Québec et d'augmenter les transferts en espèces du Québec⁴.

Les dépenses sont révisées à la hausse de 480 millions de dollars depuis la publication du budget 2025-2026. Ainsi, elles s'établissent à 166,3 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 3,1 %.

- Les dépenses de portefeuilles demeurent inchangées. Toutefois, les dépenses du portefeuille Éducation sont révisées à la hausse de 250 millions de dollars pour financer les besoins des centres de services scolaires et des commissions scolaires. Le réinvestissement de 540 millions de dollars annoncé à l'été 2025 est plus élevé que la révision des dépenses de ce portefeuille en année financière puisque l'année scolaire chevauche deux années financières et qu'une partie du réinvestissement provient de sommes gérées par le ministère de l'Éducation dont le décaissement a été accéléré.
 - Cette hausse est compensée par une réallocation centrale équivalente des dépenses en cours d'année.
- Le service de la dette est révisé à la hausse de 480 millions de dollars, principalement en raison des taux d'intérêt mondiaux plus élevés que prévu en début d'année financière et d'un rendement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) moins élevé que prévu en 2024-2025.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,2 milliards de dollars, s'établit à 13,6 milliards de dollars.

► Information complémentaire

Il est prévu que le poids de la dette nette s'établisse à 40,4 % du PIB au 31 mars 2026, soit au même niveau que dans le budget 2025-2026.

4. La valeur de l'abattement spécial du Québec est présentée en déduction des transferts fédéraux.

Revenus

Revenus autonomes

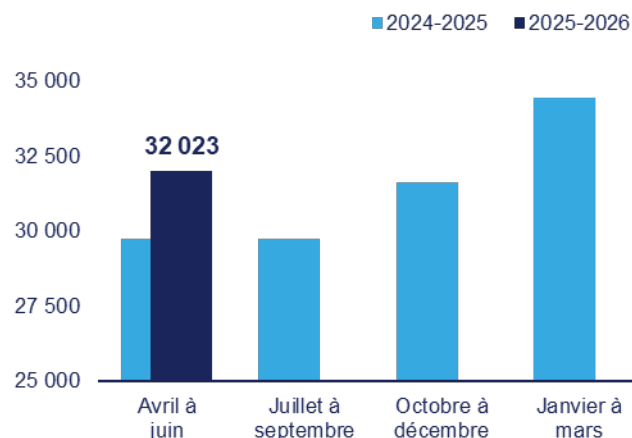
Faits saillants

Des revenus autonomes de **32,0 milliards de dollars** au 30 juin 2025.

Une **croissance cumulative de 7,7 %** par rapport à l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2025

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2025-2026, les revenus autonomes s'élevaient à 32,0 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 2,3 milliards de dollars (7,7 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,0 %), pour atteindre 25,7 milliards de dollars, en raison notamment de la hausse :

- de 989 millions de dollars (8,9 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable notamment à la croissance de 5,3 % des salaires et traitements lors des deux premiers trimestres de 2025 et à celle des acomptes provisionnels relatifs aux déclarations de revenus de 2025;
- de 60 millions de dollars (2,7 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment aux salaires et traitements, dont la croissance au cours des deux premiers trimestres de 2025 s'est élevée à 5,3 %;
- de 563 millions de dollars (21,0 %) des **revenus provenant des impôts des sociétés**, en lien avec la hausse de 2,9 % de l'excédent d'exploitation net des sociétés au cours des deux premiers trimestres de 2025 et avec celle des acomptes provisionnels des sociétés;
- de 13 millions de dollars (4,5 %) de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du financement des besoins locaux, qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves et celle du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 510 millions de dollars (7,0 %) des **taxes à la consommation**, attribuable principalement à la croissance de 6,3 % de la consommation des ménages pour les deux premiers trimestres de 2025 et à la croissance de 21,3 % des investissements en construction résidentielle au cours de la même période.

Les **autres revenus autonomes** ont crû de 133 millions de dollars (2,5 %), pour atteindre 5,4 milliards de dollars, en raison de :

- la diminution de 80 millions de dollars (−4,9 %) des **droits, permis et redevances**, découlant notamment de la baisse des revenus de la vente aux enchères de droits d'émission de GES;
- l'augmentation de 213 millions de dollars (5,9 %) des **revenus divers**, attribuable notamment à une hausse des revenus provenant des pénalités, amendes et recouvrements.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont augmenté de 11 millions de dollars (1,2 %), pour s'établir à 926 millions de dollars.

- Cette évolution est principalement attribuable à l'augmentation des résultats d'Investissement Québec, due notamment à la hausse des cours boursiers.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026								
	Avril à juin				Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt sur le revenu des particuliers	11 090	12 079	989	8,9	46 944	3,3	110	47 054	3,0
– Cotisations pour les services de santé	2 225	2 285	60	2,7	9 242	3,2	−100	9 142	3,3
– Impôts des sociétés	2 686	3 249	563	21,0	12 491	−3,8	215	12 706	−4,8
– Impôt foncier scolaire	291	304	13	4,5	1 346	14,1	—	1 346	12,5
Taxes à la consommation	7 320	7 830	510	7,0	28 922	3,4	50	28 972	2,1
Revenus fiscaux	23 612	25 747	2 135	9,0	98 945	2,5	275	99 220	1,8
Droits, permis et redevances	1 630	1 550	−80	−4,9	6 220	5,1	—	6 220	0,5
Revenus divers	3 587	3 800	213	5,9	15 299	−8,2	—	15 299	−5,9
Autres revenus autonomes	5 217	5 350	133	2,5	21 519	−4,7	—	21 519	−4,1
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	28 829	31 097	2 268	7,9	120 464	1,1	275	120 739	0,7
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	915	926	11	1,2	5 268	−2,6	75	5 343	−6,1
TOTAL	29 744	32 023	2 279	7,7	125 732	1,0	350	126 082	0,4

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics 2024-2025*.

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les revenus autonomes s'établissent à 126,1 milliards de dollars en 2025-2026 (croissance annuelle de 0,4 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 350 millions de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026.

Les **revenus fiscaux** sont révisés à la hausse de 275 millions de dollars. Cette révision s'explique principalement par :

- la révision à la hausse de 110 millions de dollars de **l'impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable notamment à la récurrence des retenues à la source plus élevées que prévu observées en fin d'année 2024-2025 en raison de la révision à la hausse des salaires et traitements de 0,3 point de pourcentage au premier trimestre de 2025;
- la révision à la baisse de 100 millions de dollars des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la récurrence des résultats constatés en fin d'année 2024-2025, lesquels étaient plus faibles que prévu;
- la révision à la hausse de 215 millions de dollars des **impôts des sociétés**, due à la récurrence des recettes plus élevées que prévu enregistrées en fin d'année 2024-2025 et à la révision à la hausse de 6,1 points de pourcentage de la croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés au deuxième trimestre de 2025;
- la révision à la hausse de 50 millions de dollars des **taxes à la consommation**, due à la récurrence des remboursements de taxe sur les intrants constatés en 2024-2025, lesquels étaient plus faibles que prévu, reflétant une modération du rythme de production des entreprises en raison de l'incertitude économique actuelle.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** sont revus à la hausse de 75 millions de dollars, en grande partie en raison de l'augmentation des résultats d'Hydro-Québec, liée principalement à la hausse des revenus nets d'exportation.

Composition des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement comprennent également d'autres sources de revenus, soit :

- les droits, permis et redevances, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels les revenus de placement, les services rendus, ainsi que les pénalités, amendes et recouvrements.

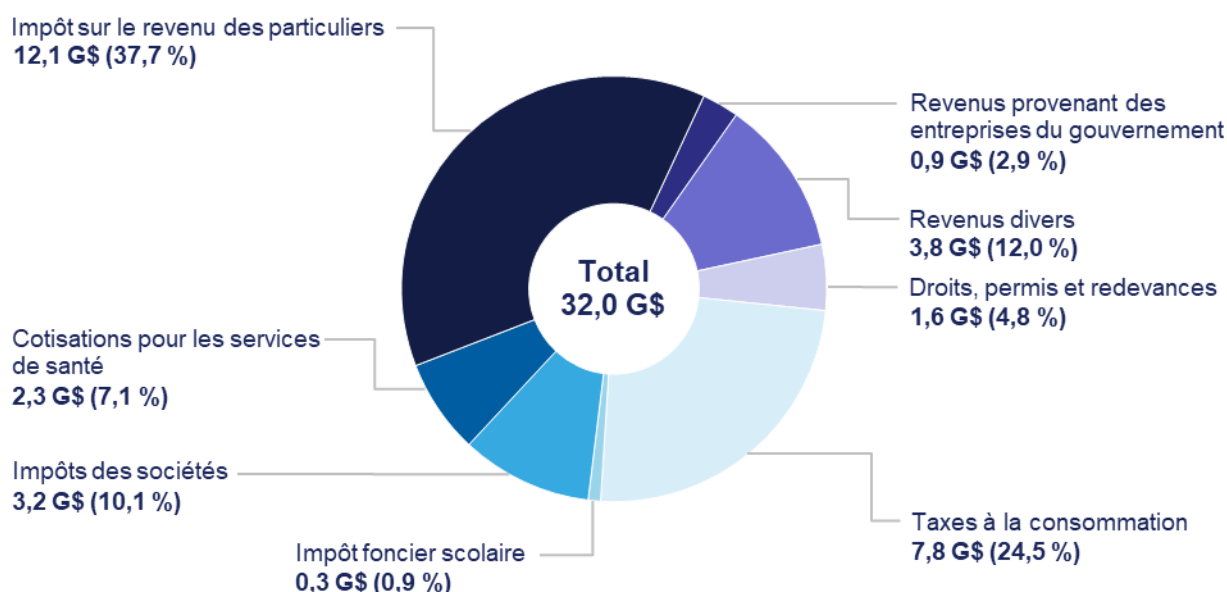
Composition des revenus provenant des entreprises du gouvernement

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 30 juin 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Revenus

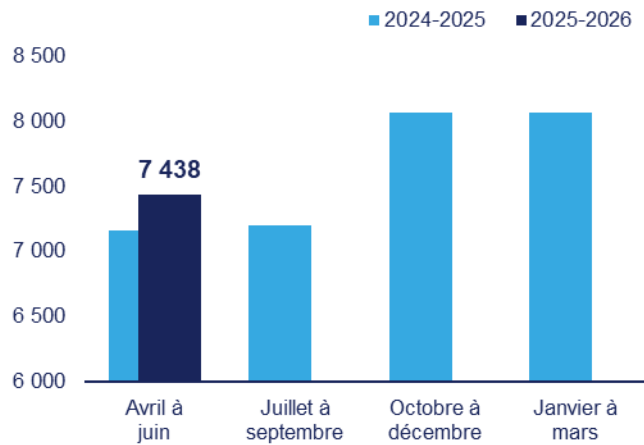
Transferts fédéraux

Faits saillants

Des transferts fédéraux de **7,4 milliards de dollars** au 30 juin 2025.

Une **croissance cumulative de 3,8 %** par rapport à l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels
(en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2025

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2025-2026, les transferts fédéraux totalisaient 7,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 273 millions de dollars (3,8 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation s'explique, entre autres, par la croissance à l'échelle canadienne du Transfert canadien en matière de santé de 5,0 %.

Transferts fédéraux									
(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)									
	Avril à juin				Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026				
					Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Péréquation	3 329	3 392	63	1,9	13 567	1,9	—	13 567	1,9
Transferts pour la santé	2 120	2 235	115	5,4	8 942	6,1	66	9 008	6,8
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	338	333	-5	-1,5	1 330	-1,5	40	1 370	1,5
Autres programmes	1 378	1 478	100	7,3	6 771	-10,3	24	6 795	-8,2
TOTAL	7 165	7 438	273	3,8	30 610	-0,1	130	30 740	0,8

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les Comptes publics 2024-2025.

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les revenus de transferts fédéraux atteignent 30,7 milliards de dollars en 2025-2026 (croissance annuelle de 0,8 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 130 millions de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026 qui s'explique par la baisse d'impôt fédéral sur le revenu des particuliers entrée en vigueur en juillet dernier, laquelle a pour effet de diminuer la valeur de l'abattement spécial du Québec et d'augmenter les transferts en espèces du Québec⁵.

Composition des transferts fédéraux

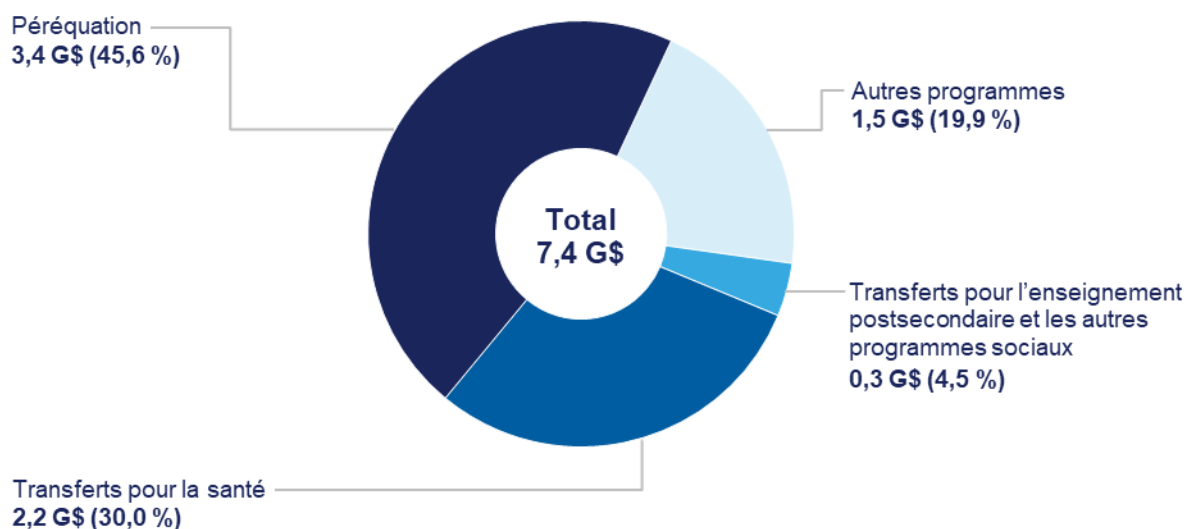
Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 30 juin 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



5. La valeur de l'abattement spécial du Québec est présentée en déduction des transferts fédéraux.

Dépenses

Dépenses de portefeuilles et service de la dette

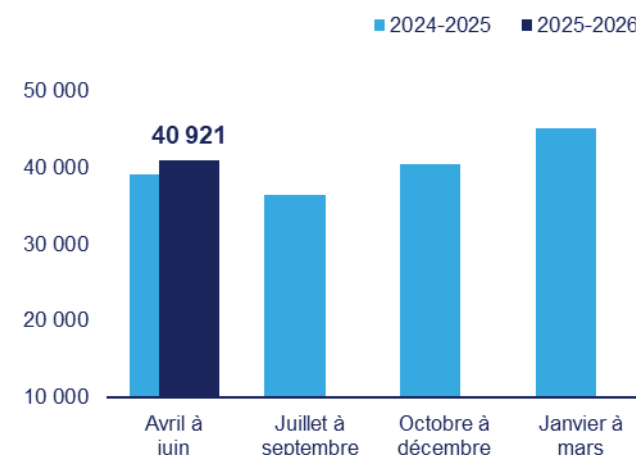
Faits saillants

Des dépenses
de **40,9 milliards de dollars**
réalisées au 30 juin 2025.

Une **croissance cumulative de 4,7 %**
par rapport à l'année précédente.

Dépenses trimestrielles

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2025

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2025-2026, les dépenses totalisaient 40,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 1,8 milliard de dollars (4,7 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (5,5 %), pour s'établir à 38,3 milliards de dollars. En plus de découler de l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, la croissance observée au 30 juin 2025 s'explique par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 602 millions de dollars (3,8 %), pour atteindre 16,3 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à l'évolution de la rémunération et des dépenses liées aux médicaments;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 234 millions de dollars (3,7 %), pour atteindre 6,6 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de l'évolution de la rémunération du personnel des centres de services scolaires et des commissions scolaires liée aux indexations salariales et à l'accroissement du personnel enseignant pour répondre à la hausse du nombre d'élèves;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 157 millions de dollars (5,8 %), pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment de l'évolution de la rémunération du personnel des établissements d'enseignement supérieur liée aux indexations salariales;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 352 millions de dollars (17,3 %), pour atteindre 2,4 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par des dépenses plus faibles en 2024-2025 en raison des versements anticipés en 2023-2024 pour le financement des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont augmenté de 432 millions de dollars (27,0 %), pour atteindre 2,0 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de la hausse des subventions accordées pour des projets d'infrastructures en transport collectif;

- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont augmenté de 47 millions de dollars (3,2 %), pour s'établir à 1,5 milliard de dollars. Cette augmentation résulte notamment de la hausse des dépenses du Fonds québécois d'initiatives sociales et de celles liées au crédit d'impôt relatif à la prime au travail;
- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont augmenté de 72 millions de dollars (8,2 %), pour atteindre 955 millions de dollars. Cette variation est entre autres attribuable à une hausse des subventions pour les logements abordables;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont augmenté de 50 millions de dollars (5,6 %), pour atteindre 938 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de la hausse des crédits d'impôt, dont celui pour investissement et ceux relatifs à la recherche scientifique et au développement expérimental;
- les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** ont diminué de 92 millions de dollars (-25,9 %), pour atteindre 263 millions de dollars. Cette variation s'explique notamment par la diminution des subventions du programme Roulez vert en raison de la baisse des ventes de véhicules électriques neufs et de la réduction graduelle de l'aide financière accordée par le programme;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 154 millions de dollars (3,6 %), pour atteindre 4,5 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** ont, quant à elles, diminué de 173 millions de dollars (-6,3 %), pour s'établir à 2,6 milliards de dollars. Cette diminution s'explique par des pertes sur disposition d'actifs pour le premier trimestre moins élevées que l'an dernier. Dans le cadre de la gestion des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement, des gains ou pertes sur disposition sont réalisés en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et du comportement du marché.

Dépenses

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026								
	Avril à juin				Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2024-2025	2025-2026	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Santé et Services sociaux	15 690	16 292	602	3,8	65 527	3,0	—	65 527	2,1
Éducation	6 352	6 586	234	3,7	23 517	2,2	250	23 767	1,8
Enseignement supérieur	2 721	2 878	157	5,8	11 311	2,1	—	11 311	-0,6
Famille	2 039	2 391	352	17,3	9 308	7,2	—	9 308	3,3
Transports et Mobilité durable	1 600	2 032	432	27,0	7 308	-3,5	—	7 308	-4,9
Emploi et Solidarité sociale	1 470	1 517	47	3,2	5 804	0,1	—	5 804	1,7
Affaires municipales et Habitation	883	955	72	8,2	5 623	9,3	—	5 623	14,5
Économie, Innovation et Énergie	888	938	50	5,6	4 521	-6,9	—	4 521	-4,0
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	355	263	-92	-25,9	2 436	0,0	—	2 436	11,7
Autres portefeuilles	4 333	4 487	154	3,6	20 747 ⁽²⁾	-2,2	-250	20 497 ⁽²⁾	12,9
Dépenses de portefeuilles	36 331	38 339	2 008	5,5	156 102	1,8	—	156 102	3,2
Service de la dette	2 755	2 582	-173	-6,3	9 670	-1,9	480	10 150	1,8
TOTAL	39 086	40 921	1 835	4,7	165 772	1,5	480	166 252	3,1

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics* 2024-2025.

(2) Les autres portefeuilles incluent le montant de 600 M\$ pour la réallocation des dépenses en cours d'exercice.

► Perspectives budgétaires pour 2025-2026

Il est prévu que les dépenses s'établissent à 166,3 milliards de dollars en 2025-2026 (croissance annuelle de 3,1 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 480 millions de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026.

- Les dépenses de portefeuilles demeurent inchangées et totalisent 156,1 milliards de dollars (croissance annuelle de 3,2 %, comparativement à une croissance de 1,8 % prévue dans le budget 2025-2026).
 - Les dépenses du portefeuille Éducation sont révisées à la hausse de 250 millions de dollars pour financer les besoins des centres de services scolaires et des commissions scolaires. Le réinvestissement de 540 millions de dollars annoncé à l'été 2025 est plus élevé que la révision des dépenses de ce portefeuille en année financière puisque l'année scolaire chevauche deux années financières et qu'une partie du réinvestissement provient de sommes gérées par le ministère de l'Éducation dont le décaissement a été accéléré.
 - Cette hausse est compensée par une réallocation centrale équivalente des dépenses en cours d'année.
- Le service de la dette est révisé à la hausse de 480 millions de dollars, pour s'établir à 10,2 milliards de dollars, principalement en raison des taux d'intérêt mondiaux plus élevés que prévu en début d'année financière et d'un rendement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) moins élevé que prévu en 2024-2025. La variation annuelle prévue est de 1,8 %.

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

En 2025-2026, il y a 25 portefeuilles ministériels. Pour les trois premiers mois, les trois principaux portefeuilles, soit Santé et Services sociaux, Éducation ainsi qu'Enseignement supérieur, représentent 67 % des dépenses de portefeuilles.

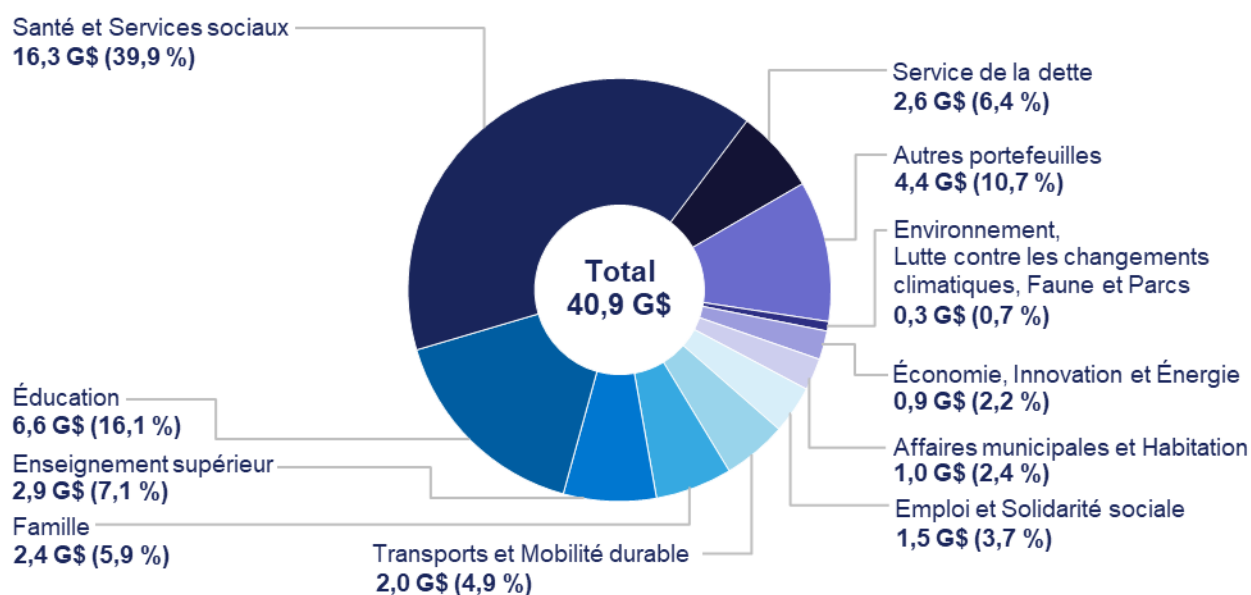
Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 30 juin 2025

(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



Dettes

Au 31 mars 2026, la dette nette s'établira à 255,3 milliards de dollars, soit 0,3 milliard de dollars de plus que prévu dans le budget 2025-2026, en raison de la révision à la hausse du niveau de la dette au début de l'exercice. Le poids de la dette nette s'établira, quant à lui, à 40,4 % du PIB au 31 mars 2026, soit au même niveau que dans le budget 2025-2026.

Dettes nettes au 31 mars 2026

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

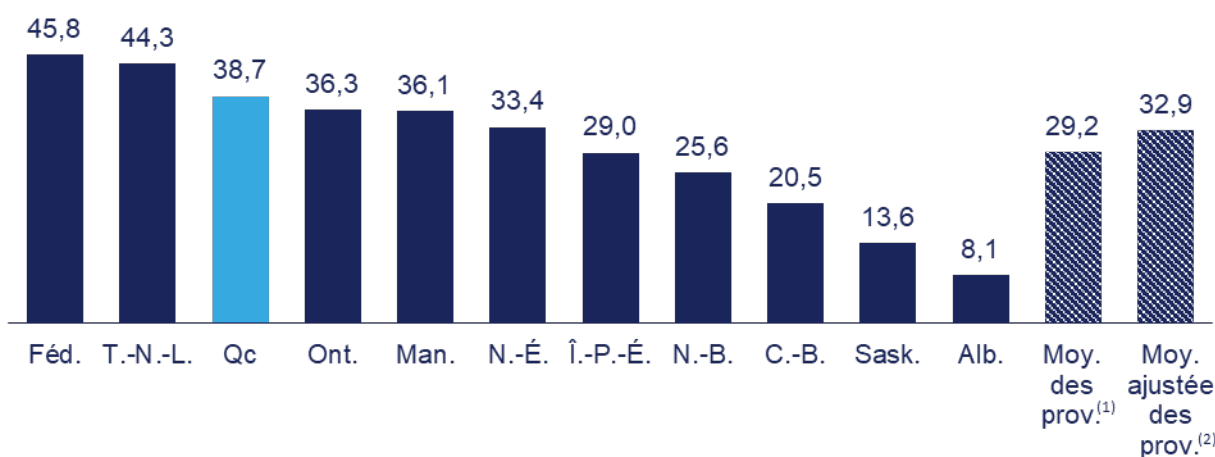
	Budget de mars 2025	Révisions	Nouvelle estimation
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	235 826	337 ⁽¹⁾	236 163
EN % DU PIB	38,7	—	38,7
Déficit (surplus) comptable	11 430	—	11 430
Immobilisations	8 043	—	8 043
Ajustements comptables	-296	—	-296
Variation totale	19 177	—	19 177
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	255 003	337	255 340
EN % DU PIB	40,4	0,0	40,4

(1) En dépit d'un déficit moins élevé, la dette nette au 31 mars 2025 est plus élevée que prévu dans le budget 2025-2026 en raison principalement des investissements en immobilisations du gouvernement plus élevés et des pertes de réévaluation comptabilisées à l'égard des instruments financiers dérivés du gouvernement, qui sont évalués à la juste valeur.

Au 31 mars 2025, le poids de la dette nette du Québec s'établissait à 38,7 % du PIB, comparativement à 29,2 % pour la moyenne des provinces⁶. En excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador, cette moyenne s'élevait à 32,9 %.

Dettes nettes des gouvernements au Canada au 31 mars 2025

(en pourcentage du PIB)



(1) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB.

(2) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador.
Sources : Comptes publics et documents budgétaires des gouvernements.

6. La moyenne des provinces au 31 mars 2024 était de 28,8 %.

Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d'avril à juin 2025, les besoins financiers nets atteignent 9,6 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le déficit comptable de 1,5 milliard de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 352 millions de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁷;
- les besoins financiers de 827 millions de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 2,3 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d'écoles et d'établissements de santé. Ces investissements sont compensés en partie par des dépenses d'amortissement de 1,4 milliard de dollars⁷;
- les besoins financiers de 979 millions de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l'État de 1,9 milliard de dollars compensé par le coût net des régimes de 1,0 milliard de dollars⁷;
- les besoins financiers de 5,5 milliards de dollars provenant des autres comptes⁸, qui découlent notamment des déboursés relatifs à des dépenses comptabilisées à la fin de 2024-2025;
- les besoins financiers de 497 millions de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à juin	
	2024-2025	2025-2026
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-2 177	-1 460
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-1 446	-352
Immobilisations nettes	-1 022	-827
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-801	-979
Autres comptes ⁽¹⁾	-2 786	-5 505
Versements au Fonds des générations	-469	-497
Total des opérations non budgétaires	-6 524	-8 160
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-8 701	-9 620

- (1) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

7. Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) comptable du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
8. Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme effectués dans l'année financière. Il permet entre autres de rembourser les emprunts venant à échéance et de pourvoir aux besoins financiers nets. Ces derniers comprennent notamment le déficit budgétaire ainsi que les investissements en immobilisations du gouvernement.

Au 30 juin 2025, les emprunts émis depuis le 1^{er} avril 2025 s'élevaient à 12,9 milliards de dollars⁹, soit 44 % du programme prévu.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens étaient le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentaient 42 % des emprunts émis en 2025-2026.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2025-2026⁽¹⁾

Devises	En M\$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	7 302	56,5
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	174	1,3
Immigrants investisseurs ⁽²⁾	3	—
Sous-total	7 479	57,8
AUTRES DEISES		
Euro	4 669	36,0
Dollar australien	798	6,2
Sous-total	5 467	42,2
TOTAL	12 946	100,0

Note : Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 30 juin 2025.

(1) Il est possible de consulter la plus récente liste des [nouveaux emprunts pour l'exercice financier 2025-2026](#).

(2) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2025-2026

Devises	En M\$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	652
Autres	71
Sous-total	723
AUTRES DEISES	
Euro	2 498
Autres	—
Sous-total	2 498
TOTAL	3 221

Note : Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2025 et le 30 juin 2025.

9. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2025 et le 30 juin 2025.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Solde budgétaire

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026					
	Avril à juin		Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾	
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$) Variation (%)
Revenus						
Revenus autonomes	32 023	7,7	125 732	1,0	350	126 082 0,4
Transferts fédéraux	7 438	3,8	30 610	-0,1	130	30 740 0,8
Sous-total – Revenus	39 461	6,9	156 342	0,7	480	156 822 0,5
Dépenses						
Dépenses de portefeuilles	-38 339	5,5	-156 102	1,8	—	-156 102 3,2
Service de la dette	-2 582	-6,3	-9 670	-1,9	-480	-10 150 1,8
Sous-total – Dépenses	-40 921	4,7	-165 772	1,5	-480	-166 252 3,1
Provision pour éventualités	—	—	-2 000	—	—	-2 000 —
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE⁽²⁾	-1 460	—	-11 430	—	—	-11 430 —
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-497	—	-2 177	—	—	-2 177 —
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	-1 957	—	-13 607	—	—	-13 607 —

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics 2024-2025*.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026						
	Avril à juin		Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes							
Impôt sur le revenu et les biens							
– Impôt sur le revenu des particuliers	12 079	8,9	46 944	3,3	110	47 054	3,0
– Cotisations pour les services de santé	2 285	2,7	9 242	3,2	–100	9 142	3,3
– Impôts des sociétés	3 249	21,0	12 491	–3,8	215	12 706	–4,8
– Impôt foncier scolaire	304	4,5	1 346	14,1	—	1 346	12,5
Taxes à la consommation	7 830	7,0	28 922	3,4	50	28 972	2,1
Sous-total – Revenus fiscaux	25 747	9,0	98 945	2,5	275	99 220	1,8
Droits, permis et redevances	1 550	–4,9	6 220	5,1	—	6 220	0,5
Revenus divers	3 800	5,9	15 299	–8,2	—	15 299	–5,9
Sous-total – Autres revenus autonomes	5 350	2,5	21 519	–4,7	—	21 519	–4,1
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	31 097	7,9	120 464	1,1	275	120 739	0,7
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	926	1,2	5 268	–2,6	75	5 343	–6,1
Total des revenus autonomes	32 023	7,7	125 732	1,0	350	126 082	0,4
Transferts fédéraux							
Péréquation	3 392	1,9	13 567	1,9	—	13 567	1,9
Transferts pour la santé	2 235	5,4	8 942	6,1	66	9 008	6,8
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	333	–1,5	1 330	–1,5	40	1 370	1,5
Autres programmes	1 478	7,3	6 771	–10,3	24	6 795	–8,2
Sous-total – Transferts fédéraux	7 438	3,8	30 610	–0,1	130	30 740	0,8
TOTAL DES REVENUS	39 461	6,9	156 342	0,7	480	156 822	0,5

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2025-2026 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2025-2026					
	Avril à juin		Budget de mars 2025		Nouvelle estimation ⁽¹⁾	
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$) Variation (%)
Dépenses de portefeuilles						
Santé et Services sociaux	16 292	3,8	65 527	3,0	—	65 527 2,1
Éducation	6 586	3,7	23 517	2,2	250	23 767 1,8
Enseignement supérieur	2 878	5,8	11 311	2,1	—	11 311 -0,6
Famille	2 391	17,3	9 308	7,2	—	9 308 3,3
Transports et Mobilité durable	2 032	27,0	7 308	-3,5	—	7 308 -4,9
Emploi et Solidarité sociale	1 517	3,2	5 804	0,1	—	5 804 1,7
Affaires municipales et Habitation	955	8,2	5 623	9,3	—	5 623 14,5
Économie, Innovation et Énergie	938	5,6	4 521	-6,9	—	4 521 -4,0
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	263	-25,9	2 436	0,0	—	2 436 11,7
Autres portefeuilles	4 487	3,6	20 747 ⁽²⁾	-2,2	-250	20 497 ⁽²⁾ 12,9
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	38 339	5,5	156 102	1,8	—	156 102 3,2
Service de la dette	2 582	-6,3	9 670	-1,9	480	10 150 1,8
TOTAL DES DÉPENSES	40 921	4,7	165 772	1,5	480	166 252 3,1

(1) La variation en pourcentage a été actualisée sur la base des résultats 2024-2025 publiés dans les *Comptes publics 2024-2025*.

(2) Les autres portefeuilles incluent le montant de 600 M\$ pour la réallocation des dépenses en cours d'exercice.

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

	Mai 2025	Juin 2025	Juillet 2025	Août 2025	Trimestres de 2025				2025	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Prév. ⁽¹⁾	Obs. ⁽²⁾
PIB réel par industrie	-0,4	-0,1	—	—	0,3	-0,6	—	—	1,1	1,2
Création d'emplois (en milliers)	-17,0	23,4	-15,0	7,5	27,2	10,4	—	—	39,1	92,0
Taux de chômage (en pourcentage)	5,8	6,3	5,5	6,0	5,5	6,0	—	—	5,8	5,8
Ventes au détail (en termes nominaux)	-0,5	0,0	0,2	—	-0,8	0,7	—	—	3,1	3,8
Indice des prix à la consommation ⁽³⁾	1,7	2,2	2,3	2,7	1,9	2,0	—	—	2,1	2,1
Mises en chantier (en milliers)	67,5	58,8	63,8	58,5	56,8	61,2	—	—	50,5	59,5
PIB réel	—	—	—	—	0,4	-0,6	—	—	1,1	1,2
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,0	-0,1	—	—	3,4	5,3
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	0,5	1,5	—	—	4,6	6,3
Salaires et traitements (en termes nominaux)	0,0	-0,7	—	—	1,1	-0,6	—	—	3,7	5,3
Excédent d'exploitation net des sociétés (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,6	-0,7	—	—	-1,1	2,9

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget 2025-2026.

(2) Il s'agit du cumulatif des périodes disponibles par rapport à la même période l'année précédente.

(3) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

► Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les méthodes comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

► Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document [*Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État*](#).

► Date de publication du prochain rapport trimestriel

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 2^e trimestre de 2025-2026* sera publié en décembre 2025.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, à info@finances.gouv.qc.ca.

Le présent rapport est accessible sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.